

Evaluer la résilience : Concilier les connaissances endogènes et la planification locale

La méthodologie d'évaluation de la résilience, appliquée au Mali et au Sénégal par un consortium porté par la Near East Foundation dans le cadre du projet de Décentralisation des fonds climat (DFC), cherche à renforcer les systèmes de planification des collectivités locales. À cet effet, elle donne à la population les moyens de nouer le dialogue avec les collectivités locales et de définir des stratégies pratiques pour développer sa capacité d'adaptation et sa résilience aux changements climatiques à plus long terme.

Déconnexion entre les communautés et la planification des collectivités

Dans les milieux arides caractérisés par une variabilité climatique élevée et croissante et par des événements extrêmes, la gestion des risques demande une adaptation en temps réel aux incidents qui se produisent de manière imprévisible et incontrôlable ; il s'agit d'éviter les conséquences néfastes tout en mettant à profit les opportunités que la variabilité pourrait offrir.¹ La réalisation de ces stratégies d'adaptation souples nécessite des systèmes localisés de gouvernance de la planification qui réunissent non seulement les collectivités locales mais aussi les communautés locales à travers leurs institutions. Les données issues du travail du Consortium Adaptation au Kenya indiquent que lorsque la communauté et la collectivité locale agissent ensemble, ils parviennent mieux à garantir des réponses plus appropriées pour faire face aux changements climatiques, en temps voulu, et bénéfiques aux groupes les plus vulnérables. Également, ils sont souvent plus redevables envers les citoyens et contribuent à des décisions consensuelles aptes, de ce fait, à construire la paix.²

Au Mali et au Sénégal, les collectivités locales sont formellement responsables de la planification, de l'aménagement du territoire, de la fourniture de plusieurs services publics, de la coordination entre secteurs et parties prenantes, de la réglementation de l'environnement et le financement des investissements dans les biens publics qui renforcent les moyens de subsistance et l'économie. Ces rôles et activités sont essentiels pour renforcer la résilience des communautés. De plus, leur proximité sur le terrain devrait leur permettre de mettre en place des réponses d'adaptation au climat sur mesure, qui prennent en compte la diversité et la complexité des économies et des écosystèmes, ainsi que les besoins et priorités de la population locale. Les institutions à base communautaire sont légitimes aux yeux de nombreux citoyens, surtout en ce qui concerne l'accès au foncier, l'utilisation des terres, la gestion des ressources et la médiation des conflits. Elles possèdent également des connaissances et des stratégies éprouvées pour gérer la variabilité et les changements du climat.

Résumé

La décentralisation offre un cadre institutionnel pour la création, au Sahel, d'économies et de moyens de vie résilients face au climat. Pourtant, souvent, la planification locale occulte la variabilité et l'imprévisibilité du climat, des caractéristiques inhérentes à l'environnement. Par ailleurs, bien qu'elle soit censée être participative, cette planification n'implique pas les communautés locales dans les décisions visant à identifier et à aborder les priorités et besoins des populations. Pour que les mesures d'adaptation au climat aboutissent à la résilience, les systèmes formels de planification doivent donner la priorité aux connaissances et perspectives locales.



Obstacles à la gestion des risques climatiques par la planification des collectivités locales

- Capacités limitées des collectivités locales à soutenir la planification et l'adaptation aux changements climatiques.
- Faible capacité à interpréter et utiliser les informations sur le climat pour guider les décisions en matière de planification, malgré leur disponibilité auprès des services météorologiques nationaux ou d'autres sources.
- Coordination limitée dans la planification entre secteurs, parties prenantes, échelles et calendriers. Certains mécanismes existent, mais ils sont généralement faibles du point de vue de leur fonctionnement en raison d'un manque de fonds et de structure pour coordonner les actions visant à l'adaptation aux changements climatiques, excepté le système d'alerte précoce, qui est géré au niveau national.
- Capacités de budgétisation limitées, qui s'expliquent, en partie, par un manque de ressources financières et de connaissances des procédures permettant d'identifier, de mettre en priorité et d'établir des projets liés aux changements climatiques.
- Manque de fonds dédiés pour garantir l'inclusion des questions liées aux changements climatiques dans les politiques et plans locaux.

La source : Fisher et coll. 2016 ; Msangi et coll. 2014⁵

Voilà pour la théorie. Mais la réalité est quelque peu différente.

Dans la pratique, de nombreuses organisations communautaires de base, en particulier les institutions coutumières, n'ont pas les capacités voulues pour une bonne représentation, ni les compétences requises pour engager un dialogue solennel avec les autorités locales et d'autres acteurs externes. La planification des collectivités locale, dans sa forme actuelle, n'intègre pas suffisamment les stratégies endogènes mieux adaptées aux contextes locaux.

Cette déconnexion entre les communautés et la planification des collectivités locales est en partie due à la persistance d'une rhétorique de la « désertification » qui souligne la rareté et la dégradation causées par des précipitations variables et des sécheresses fréquentes, aggravées par des systèmes de production traditionnels irrationnels.³ En conséquence, bien que les collectivités locales consultent effectivement la population locale sur ses priorités de développement, un plus grand accent est placé sur l'identification des besoins que sur l'identification des moyens de soutenir des stratégies d'adaptation destinées à exploiter ou à réduire le risque de variabilité climatique. Cela alimente la thèse de la dépendance des communautés sahéniennes et justifie les interventions visant à « stabiliser »

les conditions, souvent par le biais d'investissements dans la technologie et l'infrastructure qui, sans soutien externe, sont onéreux et non durables. Par ailleurs, ces interventions ne tirent pas parti des connaissances, de l'expérience et de l'ingénuité des populations qui exploitent l'hétérogénéité et la variabilité de leur environnement ou qui s'y adaptent pendant les périodes de stress.⁴ Une telle planification a pour effet de compromettre la résilience à court terme et représente, en outre, une opportunité manquée d'exploiter le potentiel de la région afin de répondre à des changements climatiques plus radicaux dans un avenir proche.

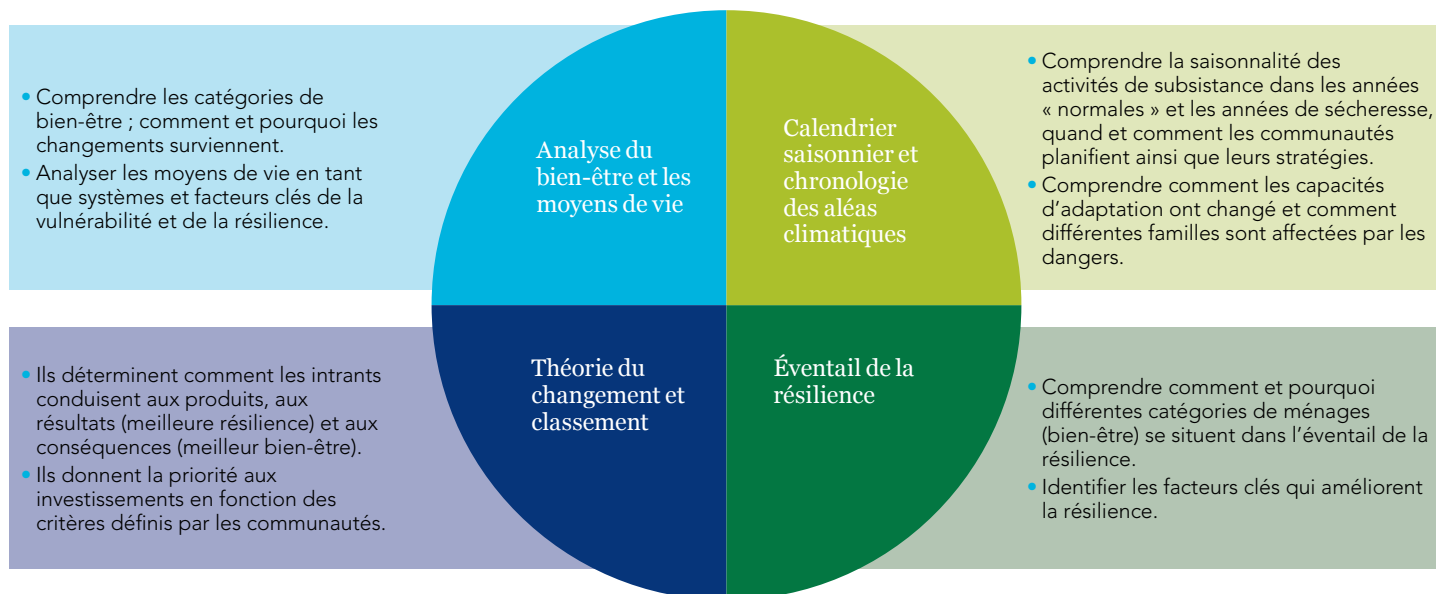
Reconnecter les communautés et les collectivités locales

Dès le départ, le consortium DFC a impliqué les communautés et les planificateurs des collectivités locales dans les évaluations participatives de la résilience. La méthode et les outils d'évaluation, développés à partir d'une démarche de recherche participative, sont encore en chantier et visent à évaluer dans quelle mesure ils peuvent répondre aux difficultés mentionnées dans l'encadré 1 et garantir une représentation plus équitable des priorités des groupes vulnérables.

Étant donné la priorité dominante accordée à la recherche d'un « remède » à l'instabilité environnementale qui caractérise le Sahel, on a relativement peu prêté attention à l'étude des opportunités que les systèmes de production qui parviennent à fonctionner dans des conditions de variabilité et d'imprévisibilité offrent pour faire progresser les efforts visant à renforcer la résilience face à des changements climatiques futurs plus radicaux.

Evaluer la résilience

Figure 1. Les étapes clés et les principaux éléments du processus d'évaluation de la résilience réalisée au Mali



Leur conception est basée sur deux principes fondamentaux : en premier lieu, leur aptitude à permettre aux populations locales, différenciées par sexe, âge, système de production, d'exprimer aux acteurs externes le fondement de leurs stratégies de moyens de vie face à la variabilité et aux changements climatiques. Les outils visent à fournir une plateforme permettant aux collectivités locales et aux communautés d'étudier comment les systèmes de moyens de vie fonctionnent et interagissent, les facteurs qui entravent leur résilience face aux conséquences des changements climatiques et les moyens pratiques de renforcer les capacités d'adaptation et la résilience à plus long terme. Cette compréhension devrait fournir une base sur laquelle les collectivités locales établissent les conditions institutionnelles visant à renforcer la planification et l'adaptation pilotées par les communautés.

Le second principe est de veiller à ce que la méthode et les outils soient pertinents, accessibles, pas coûteux et à ce qu'ils puissent être intégrés dans les systèmes de planification actuels des collectivités locales. Ceci est indispensable pour faire en sorte que les perspectives, connaissances et priorités locales différenciées soient institutionnalisées dans la planification et la prise de décision des collectivités locales.

Neuf évaluations participatives de la résilience ont été effectuées en 2016 : six dans la région de Mopti au Mali et trois dans la région de Kaffrine au Sénégal. Au Mali, ces ateliers ont été complétés par des entretiens avec les ménages dans six villages de trois zones agro-écologiques différentes. Les résultats et la pertinence de la méthodologie employée pour soutenir la planification et la prise de décisions des collectivités locales seront publiés dans un « revue de littérature » et un « Brief » en mars 2017.

Conclusion

Les systèmes de moyens de vie sahéliens utilisés dans des conditions climatiques variables et imprévisibles comportent un certain degré de risque inhérent : il peut pleuvoir ou non au bon endroit, au bon moment ou en quantité suffisante. Cela est normal au Sahel et les risques de cette nature sont gérés par les systèmes de subsistance, dans une plus ou moins grande mesure, à travers une gamme de stratégies de production différentes qui tentent de réduire les conséquences de la variabilité climatique. Les stratégies comprennent la plantation de différentes variétés de cultures ayant différents délais de maturation, ou différentes cultures sur des sols divers nécessitant plus ou moins d'eau,

Le processus d'évaluation de la résilience est guidé par l'hypothèse selon laquelle la population locale possède les connaissances nécessaires et des stratégies éprouvées pour gérer la variabilité et les changements climatiques. En outre, afin que l'adaptation au climat produise une résilience durable, ces stratégies doivent être intégrées et mises en priorité dans les systèmes formels de planification.

l'élevage d'une variété d'espèces d'animaux, la séparation des troupeaux ou le maintien des terres de parcours comme terres communes accédées par négociation et réciprocité. Un cadre de planification qui rassemble les connaissances et pratiques communautaires et d'autres informations, par exemple sur le climat, permettra à ces systèmes de répondre plus rapidement aux niveaux actuels de variabilité climatique et aux événements extrêmes, tout en aidant à mieux comprendre quelle est la meilleure manière de répondre aux changements climatiques futurs.

Pour comprendre pourquoi la vulnérabilité existe, il est important de faire la distinction entre les risques inhérents au système, géré par le système, et la vulnérabilité induite, résultant de facteurs externes qui fragilisent l'aptitude du système à fonctionner correctement et donc à gérer les risques efficacement.⁶ Donner aux communautés les moyens d'articuler les facteurs qui renforcent ou affaiblissent leurs systèmes de moyens de vie sert de base aux collectivités locales pour soutenir la fonctionnalité de ces systèmes tout en investissant dans des processus à long terme afin de répondre aux variations climatiques futures.

Dans le projet DFC, le processus d'évaluation de la résilience contribue à la compréhension et sert en outre de précurseur à l'identification et à la mise en place, par la communauté, d'investissements dans des stratégies d'adaptation financées par des fonds dédiés à l'adaptation au climat. L'évaluation de la résilience est un élément fondamental du modèle de décentralisation de fonds, qui va de pair avec les cadres institutionnels permettant d'orienter les fonds pour le climat vers les communautés locales.

Références

¹ Krätli, S., Hülsebusch, C., Brooks, S. et Kaufmann, B. 2013. Pastoralisme : A indispensable asset for sécurité alimentaire under urgence changements climatiques. *Animal Frontiers* 2(5): 42-50; Krätli, S. 2015. Valuing variability: New perspectives on climate resilient drylands development. <http://pubs.iied.org/10128IIED.html>. IIED London / ² Tari, D., King-Okumu, C. et Jarso, I. 2015. Strengthening Local Customary Institutions: Étude de cas dans le comté d'Isiolo, dans le nord du Kenya. *Adaptation Consortium, National Drought Management Authority, Nairobi*. http://www.adaconsortium.org/images/publications/Rapid_Assessment_-_Web_Update.pdf. / ³ Behnke, R. et Mortimore, M. (sous la dir. de) 2016. *The End of Desertification? Disputing Environmental Change in the Drylands*, Springer Earth System Sciences, Springer; Krätli, S. 2015. Valuing variability: New perspectives on climate resilient drylands development. <http://pubs.iied.org/10128IIED.html>. IIED, London; Hesse, C. 2011. *Écologie, équité et économie : repenser la politique des zones arides*. IIED <http://pubs.iied.org/17106IIED.html>. IIED, London; ⁴ Krätli, S., Hülsebusch, C., Brooks, S. et Kaufmann, B. 2013. Pastoralisme : A indispensable asset for sécurité alimentaire under urgence changements climatiques. *Animal Frontiers* 2(5): 42-50; Krätli, S. 2015. Valuing variability: New perspectives on climate resilient drylands development. <http://pubs.iied.org/10128IIED.html>. IIED London; ⁵ Fisher, S., Koulibaly, P., Keita, A., Denis, L., Hesse, C., et McPeak, J. 2016. Rapport de base. Near East Foundation consortium under the Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (BRACED) programme; Msangi, A., Rutabingwa, J., Kaiza, V. et Allegretti, A. 2014. Community and government planning together for climate resilient growth: issues and opportunities from Longido, Monduli and Ngorongoro Districts, northern Tanzania. IIED. <http://pubs.iied.org/10075IIED.html>. / ⁶ Krätli, S. 2015. Valuing variability: New perspectives on climate resilient drylands development. <http://pubs.iied.org/10128IIED.html>. IIED London

Auteur

Ced Hesse



Le projet

La Décentralisation des fonds climat (DFC) est un projet de recherche-action et de plaidoyer qui appuie les populations locales au Mali et au Sénégal afin qu'elles deviennent plus résilientes au changement climatique grâce à des fonds d'adaptation localement contrôlés. Le projet fait partie du programme BRACED, financé par le gouvernement du Royaume-Uni, et est mis en œuvre par la Near East Foundation (NEF) avec Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED).

Photos: Mali, NEF

Janvier 2017

Policy Brief



Near East Foundation,
230 Euclid Avenue,
Syracuse, New York 13210 USA

+1 315-428-8670

info@neareast.org

www.neareast.org



UKaid
from the British people

Ce document a été financé par le département d'aide du gouvernement britannique (UK aid) ; cependant les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles de celui-ci.

Download: www.neareast.org/download/materials_center/DCF_Policy_Brief_Fr.pdf